



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE STÉPHANE BEAUDET

MAIRE DE COURCOURONNES, CONSEILLER RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE,
VICE-PRESIDENT DE L'AMIF, VICE-PRESIDENT DE «VILLE ET BANLIEUE»
SECRÉTAIRE NATIONAL DE L'UMP

Courcouronnes, le 16 juillet 2012

JEUNES ET BANLIEUES, VICTIMES DE L'INCONSTANCE DES POUVOIRS PUBLICS

Réagissant à un article intitulé « Les cités ne sont plus une priorité » publié par Le Point* relatif à la non-reconduction de l'opération de prévention menée par Bruno Pomart dans les quartiers sensibles, **Stéphane Beudet regrette qu'une fois de plus les jeunes et la banlieue soient les victimes de l'inconstance et de l'incohérence de l'Etat.**

En tant que maire d'une ville de 15000 habitants dont les $\frac{3}{4}$ du territoire sont classés en zone urbaine sensible en faveur duquel il a mis en œuvre un ambitieux plan de rénovation urbaine, et secrétaire national de l'UMP chargé de cette question, Stéphane Beudet n'a de cesse de **promouvoir la nécessaire conjonction des volets humains et urbains de la politique de la ville.**

Particulièrement sensible aux valeurs portées par le sport, qui participent de l'apprentissage à la vie en collectivité et à la citoyenneté, Stéphane Beudet en a fait un des axes de la stratégie d'action éducative qu'il a mis en place à Courcouronnes. De ce fait, il juge l'action mise en œuvre par Bruno Pomart, intervenu à plusieurs reprises sur son territoire, et qui permet en outre de créer du lien entre jeunes et policiers, remarquable. C'est pourquoi il lui apporte tout son soutien.

Surtout, Stéphane Beudet espère que le silence du Ministre de l'Intérieur, conduisant de fait à l'annulation des actions prévues cet été par Bruno Pomart, échappe à toute considération politicienne. **L'inconstance des pouvoirs publics** consistant, lors d'un changement de majorité, à défaire tout ce qu'avait mis en place l'ancienne majorité, **de même que l'empilement et l'enchevêtrement des dispositifs, nuisent à la lisibilité et à la cohérence de l'action publique et, par voie de conséquence, à la crédibilité de l'Etat.** Stéphane Beudet constate et regrette à cet égard qu'un même gouvernement puisse parfois prendre la décision d'expérimenter une action et la suspendre au bout de quelques mois ou années, alors même que cette action a démontré son efficacité et sa pertinence.

Cette inconstance est également de nature à décourager les acteurs locaux qui, privés de moyens et de soutien, ne peuvent poursuivre l'action qu'ils ont engagée sur le terrain.

Elle nuit enfin et surtout aux banlieues et aux jeunes eux-mêmes, privés d'une action qui leur était bénéfique.

*Article consultable grâce au lien suivant http://www.lepoint.fr/societe/les-cites-ne-sont-plus-une-priorite-13-07-2012-1485338_23.php

Contact presse : Sophie RIGULT
Tél. : 06 24 44 32 18 • mail : sophie.rigault@courcouronnes.fr